

**2 Politique**

**Dialogue politique**

**Les commissions 3 et 4 harmonisent leurs rapports**



Photo : Bandoma

La commission 2 cherchant des voies et moyens pour aboutir au consensus.



Photo : Bandoma

Ici, quelques "dialogueurs" échangent pendant la pause.

**Martina ADA METOULE**  
Akanda/Gabon

*Les travaux de ces deux groupes sont quasiment arrivés à leur terme. Depuis hier, les membres de ces commissions s'attellent à peaufiner leurs réflexions qui seront soumises au bureau du Dialogue politique.*

LES commissions 3 et 4 ont épuisé la quasi-totalité des problématiques relatives à leurs thématiques. Même si, on note qu'il reste encore quelques sujets qui ne méritent pas, à en croire les membres composant ces groupes de réflexion, de longs débats. Ceux-là seront soumis au bureau du Dialogue pour examen, avant la grande plénière. Pour l'heure, d'aucuns s'accordent à dire que les quinze jours de travail ajoutés suffiront aux commissions 3 et 4 pour boucler totalement leurs discussions qui ont abouti certainement au consensus. Etant entendu que c'est le mode de décision adopté par le bureau paritaire de ces assises. Rappelons tout de même que les commissions de cette phase politique ont



Photo : Bandoma

La commission 4 élabore déjà son rapport.

traité les mêmes thématiques que celles abordées lors de la phase citoyenne. Ainsi, les commissions 3 et 4 ont travaillé respectivement sur les questions liées à la modernisation de la vie publique et la consolidation de la paix et de la cohésion nationale. Pour ce qui est de la première, ses membres ont, plusieurs semaines durant,

planché entre autres sur les conditions de création et de financement des partis politiques ; le règlement des différends au sein et entre les formations politiques, la loi sur les associations, les conditions de création, de financement et de fonctionnement des syndicats, les conditions d'exercice de la liberté de la presse et de la communication, le cumul

des mandats, les retraites des élus locaux et autres, les questions de santé, de l'éducation, de l'habitat, le système électoral, la culture, l'économie, etc. La commission 4, quant à elle, s'est appesantie sur les thèmes suivants: la contribution des partis politiques dans la consolidation de la paix et la cohésion nationale, le statut de l'opposi-

tion et de la majorité, la vie politique de la nation, la relance du développement économique, social, culturel et environnemental, la prise des mesures en faveur de la réconciliation nationale, etc. On se souvient que lors des travaux en commission de ce groupe, la question des prisonniers dits politiques avait suscité de longues

discussions. Ceci du fait des positions divergentes de la majorité et de l'opposition. Le dernier camp cité avait sollicité, de la part de l'autre partie, de faire toute la lumière sur les conditions d'arrestation de ces compatriotes incarcérés pour la plupart depuis la Présidentielle d'août dernier. Aussi, les membres de l'opposition ont-ils souhaité leur libération "immédiate". Une situation devant laquelle la majorité a estimé que le mieux serait pour le camp adverse de se tourner vers l'instance compétence, à savoir la Justice. Puisque ces prisonniers sont considérés pour la majorité comme des détenus de droit commun. Par ailleurs, nombreux sont les observateurs qui pensent savoir compter sur l'abnégation et l'efficacité des uns et des autres, parmi les membres des commissions 1 et 2, pour faire avancer les débats qui, jusque-là, connaissent quelques blocages. Des blocages toutefois qui, à en croire certains responsables de ces assises, pourront être décafé au cours des quinze jours supplémentaires du Dialogue politique d'Angondjé.

**Coulisses**

Hier matin, la rumeur circulait, selon laquelle un nouveau badge d'accès au site du Dialogue politique, serait mis à la disposition de certains médias. Ceci, dans le cadre de la couverture de la suite des travaux de cette phase politique prorogée jusqu'au 25 mai prochain. Sauf que, un peu plus tard dans la soirée, un message émanant du pool communication a fait état de ce que l'accès au stade d'Angondjé, pour les journalistes ne serait plus possible pour la suite desdits travaux. Ces derniers devront, dit-on, se contenter des publications, sur les réseaux sociaux, pour pouvoir pondre leurs articles. Ce qui paraît d'autant plus curieux que la veille, il avait clairement été expliqué aux hommes des médias qu'un aménagement de l'espace se ferait, pour permettre, à eux et aux acteurs du Dialogue politique, de continuer de travailler, sans toutefois perturber l'événement sportif qui aura lieu sur ce même site. Dès lors, on s'interroge sur le but visé par cette décision d'éloigner davantage la presse, des travaux de ces assises. Même si l'explication donnée est la limitation des "capacités de la coordination de la communication du Dialogue politique à accompagner la presse accréditée dans les meilleures conditions, avec toutes les commodités pratiques".

**• La sécurité se sent roulée**

Les agents de sécurité du Dialogue politique se plaignent de ce qu'ils seraient abusés par leur responsable. Selon eux, ce dernier se sert dans leurs "misérables perdiems". Expliquant ainsi que lors de la première phase, ce dernier aurait retiré un montant de 40 000 F CFA sur la somme de 150 000 qui avait été allouée à chacun d'entre eux. Toute chose que ces agents de sécurité dénoncent depuis un moment en sourdine.

**SM**  
Akanda/Gabon

**• La presse mise à l'écart du Dialogue politique ?**



Photo : Bandoma

La presse écartée pour la suite du Dialogue politique ?



Photo : Bandoma

Le responsable de la sécurité pointé du doigt par les membres de son groupe.